

# repères

## Des années 1960 à nos jours

# Petite histoire des combats décroissants

texte  
**Agnès Nabat  
et Elsa Gautier**

Peut-on parler pour la décroissance de «vagues», comme on le fait pour le féminisme ? La critique de la croissance en tout cas a connu une première diffusion large en France dans les années 1970, associée à des luttes ancrées localement, avant de refluer. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, alors que l'inquiétude écologique croît, les réflexions décroissantes connaissent un second souffle. Et sur le terrain, depuis les années 2010 et la ZAD emblématique de Notre-Dame-des-Landes, les combats anti-productivistes se multiplient.

## L'envers des « Trente Glorieuses »

Essor du « tout-bagnole », agriculture productiviste, développement du nucléaire, consommation et tourisme de masse... Loin d'avoir été une période de total consensus social, les années de croissance forte de l'après-guerre en France ont vu émerger de nombreux mouvements de résistance face au rouleau compresseur du « progrès ».

« Earth Day »  
Le 22 avril 1970, près de 20 millions de personnes participent à des manifestations à travers les États-Unis.

Création des Amis de la Terre, association affiliée à la maison mère « Friends of the Earth ».

— 1955 —

### Début des luttes paysannes contre le remembrement



Après la Seconde Guerre mondiale, la France accélère la modernisation de son agriculture dans le but de nourrir le plus de monde possible. Politiques et ingénieurs encouragent le regroupement des exploitations agricoles dans le but de faciliter le travail mécanique de la terre. En subventionnant l'arrachage des haies et l'aplanissement des terrains, ce « remembrement » favorise le déploiement d'une agriculture productiviste. Mais cette transformation forcée des campagnes et de la société paysanne rencontre de nombreuses résistances à partir des années 1950. L'une des plus marquantes est celle de Trébrivan, en Bretagne. En 1972, les habitants se couchent devant des bulldozers et arrachent les délimitations des nouvelles parcelles pour empêcher la destruction du bocage breton. « Partout où il y a eu du remembrement, il y a eu du conflit. Il est rare qu'un progrès soit contesté de manière si franche et si violente », explique Léandre Mandard, un jeune historien qui travaille sur le cas breton<sup>1</sup>.

1. Ouest-France, 9 juin 2024.

— 1969 —  
— 1970 —





## Les revendications antiproductivistes du mouvement antinucléaire

À la suite du choc pétrolier de 1973, la France s'engage dans le « tout-nucléaire » avec le plan Messmer, qui prévoit 58 réacteurs nucléaires. Son but : produire, de façon indépendante, une électricité abondante. Ce choix stratégique rencontre une forte opposition du mouvement écologique naissant. Bugey, Fessenheim, Golfech, Plogoff : des dizaines de collectifs locaux se constituent contre la nucléarisation. À l'été 1977, des dizaines de milliers de personnes manifestent contre le projet de surgénérateur Superphénix, à Creys-Malville. Si les

revendications sont diverses, pour beaucoup, s'opposer au nucléaire civil, c'est rejeter le capitalisme et la société de consommation. Trop abondante, l'énergie nucléaire serait comme une drogue aux effets dévastateurs sur les hommes et les écosystèmes. « *Au travers de la lutte antinucléaire, les écologistes rassemblent et synthétisent les reproches qu'ils adressent à la société industrielle dans son ensemble en s'attaquant à la fois à la technocratie et au productivisme* », résume ainsi Alexis Vrignon dans sa thèse sur les mouvements écologistes.

1972

1977

1981

**Abandon du projet de centrale nucléaire de Plogoff en Bretagne,** conformément aux promesses de campagne du socialiste François Mitterrand.

## La contestation du « tout-bagnole »

La voiture individuelle est l'emblème de la croissance des « Trente Glorieuses ». Son essor rapide pousse les autorités à adapter les centres-villes pour étendre les infrastructures routières. Dès les années 1960, les habitants de New York se battent avec succès contre un projet d'autoroute destinée à traverser Manhattan. En France, le président Pompidou imagine lui aussi un « plan autoroutier pour Paris » qui prévoit le passage de voies rapides au cœur de plusieurs quartiers historiques. Entre 1972 et 1974, des manifestations à pied ou à vélo se font aux cris de « Paris chambre à gaz, vive la chambre à air ». Ces mobilisations et le choc pétrolier de 1973 auront raison de ces autoroutes qui paraissent aujourd'hui anachroniques.

## Mobilisations contre les infrastructures du tourisme de masse

Les années 1960 voient aussi l'essor du tourisme de masse et des infrastructures qui transforment la montagne et le littoral français. En 1969, le débat est lancé avec l'affaire de la Vanoise, du nom du parc national créé six ans plus tôt en Savoie. Au cœur de la polémique : un projet de jonction de plusieurs stations de ski qui implique de déclasser 2 500 hectares de cette zone protégée. La mobilisation de l'opinion publique, avec l'envoi de près de 170 000 lettres de protestation à la préfecture, fait échouer le projet. Le littoral languedocien n'aura pas cette chance. À partir de 1963, la « mission Racine » entraîne sa bétonisation, avec la création, entre autres, des stations balnéaires Grau-du-Roi, La Grande-Motte et le Cap d'Agde. À la fin de la décennie, une mission interministérielle prévoit de s'attaquer à la côte aquitaine, mais se heurte à plus de résistance. Les penseurs Bernard

Charbonneau et Jacques Ellul, originaires de la région, créent le Comité de défense de la côte aquitaine (CDCA). « *Le monstre de la croissance a toujours plus faim d'espaces* », dénonce Bernard Charbonneau. Pour ce critique de la civilisation urbaine et des ravages du productivisme : « *L'activité touristique ne produit rien du tout, elle ne fait que répondre aux besoins de consommation souvent artificiellement créés par la publicité* ».



# La fin du consensus productiviste

Les profondes transformations des « Trente Glorieuses » [voir notre article p. 54] suscitent à partir de la fin des années 1960 de nombreuses contestations. Tandis que la contre-culture raille le conformisme de la société de consommation, scientifiques et militants de l'écologie politique naissante alertent sur les limites de la croissance. Retour aux origines de la pensée décroissante.



## Mai-68 et la contestation du consumérisme

Après-guerre, l'*American way of life* s'impose comme un idéal, pendant une période que l'économiste Jean Fourastié a qualifié de « Trente Glorieuses ». Mais, alors qu'à la fin des années 1960 les *baby boomers* arrivent sur le marché du travail, la France est rattrapée par la hausse du taux de chômage. La génération qui a grandi avec la société de consommation commence à questionner les valeurs matérialistes. Influencé par les beatniks et le mouvement hippie, le soulèvement de Mai-68 est le premier à remettre en cause le modèle productiviste et consumériste. Grâce à des slogans comme « À bas la société de

consommation » ou « On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance », les étudiants popularisent une critique anti-système. « *Telle est la complexité de la révolte des années 1960 sous l'angle environnemental : son objet ne releva presque jamais de l'écologie, qui n'était pas un sujet d'attention, et pourtant elle comprenait une dimension tacite de ce type*, écrit le philosophe Serge Audier dans *L'Âge productiviste* (La Découverte, 2019). C'est dans le sillage de Mai-68, de sa critique de la "société de consommation" et du pouvoir technocratique, que naîtra une écologie politique. »

1968

1969

1972

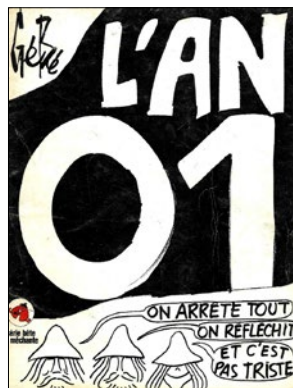
1973

### Création du magazine

**La Gueule ouverte**, « le journal qui annonce la fin du monde », par Pierre Fournier.

Dans un discours devant l'université du Kansas, le candidat à la présidentielle américaine Robert Kennedy critique l'utilisation du produit national brut comme indicateur de la santé d'une société : « Le PNB compte la pollution de l'air et la publicité pour les cigarettes (...). Il compte le napalm, les ogives nucléaires et les voitures blindées de la police pour lutter contre les émeutes dans nos villes. (...) il mesure tout en somme, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. »

## L'An 01 de Gébé et le rejet festif du capitalisme



Gébé, raconte une société qui abandonne l'économie de marché et le productivisme. Une fable utopique où la population décide de tout arrêter pour réfléchir aux services et aux choses dont le manque pourrait se révéler intolérable. « Probablement l'eau pour

boire, l'électricité pour lire le soir et la T.S.F. pour dire : ce n'est pas la fin du monde, c'est L'An 01. » Dépassé par le succès de sa BD, le dessinateur décide de l'adapter au cinéma avec le réalisateur Jacques Doillon. Cette collaboration donnera un film au casting étonnant, mélangeant stars montantes de l'époque (Miou-Miou, Gérard Depardieu, Coluche) et acteurs amateurs. Des scènes cultes restent en mémoire et dessinent les prémices d'une société décroissante : les ouvriers des raffineries arrêtent de travailler pour apprendre la musique, des employés de bureau s'improvisent maraîchers et créent des potagers sur les trottoirs des villes. Alors qu'il n'est diffusé au départ que dans quelques salles du Quartier latin, ce film expérimental réunit des centaines de milliers de spectateurs à sa sortie en 1973.

**Débat «Écologie et Révolution» organisé par le *Nouvel Observateur* et animé par André Gorz, l'un des pères fondateurs de l'écologie politique en France :** c'est l'une des premières fois que le mot «décroissance» est utilisé pour questionner la survie du système capitaliste après la publication du rapport Meadows.



### René Dumont, un candidat décroissant à l'élection présidentielle

« Je bois devant vous un verre d'eau précieuse, puisque avant la fin du siècle, si nous continuons un tel débordement, elle manquera », avertit René Dumont. Avec ses lunettes carrées et son pull-over rouge, cet ingénieur agronome a marqué la présidentielle de 1974. Pourtant, rien ne prédestinait ce septuagénaire à prendre la tête de la première campagne écologiste française. Dans son livre *Le Prophète qui avait raison* (Seuil, 2024), Arthur Nazaret le décrit comme un ancien « productiviste assumé » longtemps « adepte de la modernisation et du remembrement ». Mais comme pour le commissaire européen Sicco Mansholt, la lecture du rapport Meadows est un électrochoc

pour René Dumont. Elle le pousse à écrire *L'Utopie ou la Mort* (1973), livre dans lequel il défend « une croissance zéro de notre consommation globale de produits industriels ». Sa candidature, soutenue par plusieurs associations environnementales, donne de la visibilité à des propositions iconoclastes pour l'époque : rejet du nucléaire, dénonciation de la pollution de l'automobile, réduction du temps de travail, limitation de la natalité dans les pays riches. René Dumont n'obtient que 1,32 % des suffrages mais reste dans l'histoire comme le premier candidat à avoir remis en cause lors d'une campagne présidentielle la société productiviste et l'idée d'une croissance sans limite.

1974

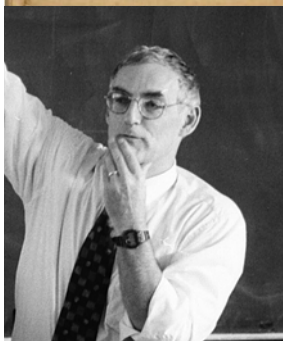
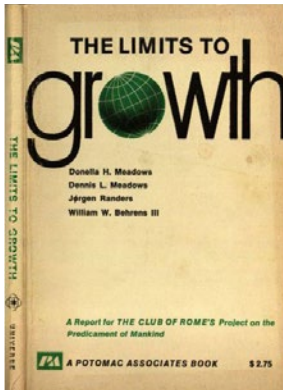
1979

### L'onde de choc du rapport Meadows

Publié en 1972, *The Limits to Growth*, traduit en français par *Halte à la croissance ?*, est le fruit du travail de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT), dirigé par Dennis Meadows. Dans ce rapport, les chercheurs testent différents scénarios en faisant varier la production industrielle et alimentaire, la population mondiale, l'utilisation des ressources naturelles et la pollution. Leur conclusion est sans appel : la croissance exponentielle de ces différents facteurs aboutit à un dépassement des limites écologiques de la planète. Pour éviter un effondrement global, la seule solution à moyen terme est d'organiser une économie sans croissance. Le rapport Meadows fait d'autant plus de bruit qu'il émane

du système capitaliste lui-même : commandé par le Club de Rome, un cercle de réflexion qui réunit scientifiques, industriels et hauts fonctionnaires, il est financé par la Fondation Volkswagen ! L'onde de choc provoquée par sa publication est mondiale. Il influence jusqu'au vice-président de la Commission européenne, alors chargé de l'Agriculture, Sicco Mansholt. S'appuyant sur les conclusions du rapport, ce technocrate pourtant acquis jusque-là au productivisme, rédige une lettre à l'attention du président de la Commission en défendant une réduction drastique de la consommation de biens matériels. Malgré 12 millions d'exemplaires vendus et une traduction en 37 langues, l'alerte du rapport Meadows reste lettre morte.

**Publication en français de *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie*** (Favre), un recueil d'articles de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, précurseur de la pensée décroissante.



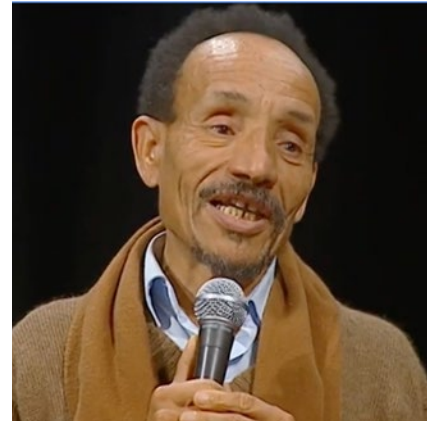
# Un renouveau décroissant au XXI<sup>e</sup> siècle

Dans les années 1980, la baisse des prix du pétrole éloigne des esprits le problème de la rareté des ressources, et la délocalisation des industries lourdes déplace les pollutions les plus visibles hors d'Europe. L'hégémonie conquise par la pensée néolibérale rend longtemps inaudibles les projets de transformation sociale radicale. Il faut attendre le tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, et la montée de l'inquiétude climatique, pour voir un véritable renouveau des discours décroissants. À partir des années 2000, revues, publications et initiatives politiques se multiplient.

## Des tentatives politiques

À l'image de la campagne de René Dumont en 1974, plusieurs figures décroissantes tentent d'investir le champ politique. En 2002, Pierre Rabhi, ancien ouvrier devenu spécialiste de l'agroécologie, chantre des Colibris, se présente à l'élection présidentielle avec le parti Terre & Humanisme, « mouvement pour l'insurrection des consciences ». Il fait alors campagne sur le concept de décroissance soutenable. La campagne n'ira pas jusqu'au scrutin, faute de signatures suffisantes. En 2006, un Parti pour la décroissance, au logo escargot, est

créé par des membres de la rédaction du journal *La Décroissance*, Vincent Cheynet, Bruno Clémentin et Yves Scaviner. À partir de 2009, il présente des candidats aux européennes sans toutefois réussir à sortir de la marginalité : en 2019, ses listes recueillent 10 000 voix. Plus récemment, en 2021, l'ancienne socialiste et ministre de l'Écologie Delphine Batho est arrivée troisième à la primaire organisée par Europe Écologie Les Verts (EELV) en vue de la présidentielle, en défendant la décroissance comme « *seul projet politique réellement alternatif* ».



2000

2002

2003

## La révolte anti-pub



Dès le début des années 1990, des militants s'attaquent à un pilier du consumérisme : la publicité. Considérant les messages publicitaires dans l'espace public comme aliénants et manipulateurs, l'écrivain Yvan Gradis fonde avec François Brune le collectif Résistance à l'agression publicitaire en 1992. D'autres



**R.A.P.**  
RÉSISTANCE À L'AGRESSION PUBLICITAIRE

associations comme Paysages de France et Les Déboulonneurs participent au mouvement qui s'affirme principalement à travers la désobéissance civile. À l'automne 2003, des actions « stop-pub » prennent l'allure de véritables opérations commandos, lors desquelles des centaines de participants se rejoignent pour taguer et dégrader des enseignes publicitaires<sup>2</sup>. D'autres choisissent la protestation artistique. A partir de 1999, l'association Casseurs de pub publie une revue qui détourne les slogans publicitaires en arguments anti-consuméristes. S'inspirant de son homologue canadien *Adbusters*, elle lance des campagnes en faveur de « journées sans achat » ou de « semaine sans télé ».

2. Sophie Dubuisson-Quellier, Julien Barrier, *Revue française de science politique*, 2007.

**L'Institut Momentum, un « think tank » décroissant**

Créé à Paris en 2011, l'Institut Momentum, présidé par l'ancien ministre écologiste Yves Cochet, se veut un laboratoire d'idées dédié aux réflexions sur la crise écologique, au carrefour de la science, de la politique, de l'activisme et des arts. En 2011, son premier séminaire est consacré à la question de l'effondrement. À partir de 2012, c'est avec le soutien de l'institut que Pablo Servigne, encore inconnu du grand public, mûrit le projet de l'essai *Comment tout peut s'effondrer* (coécrit avec Raphaël Stevens, paru au Seuil en 2015), devenu le best-seller de la collapsologie. En treize ans d'existence, l'Institut Momentum a organisé

plus de 110 séminaires et fédéré un réseau d'une centaine de contributeurs et contributrices. Parmi eux, l'ingénieur Philippe Bihouix, promoteur des low-tech, ou l'historien Christophe Bonneuil, à la tête de l'emblématique collection « Anthropocène » au Seuil, récemment devenue « Écocène ». À partir de 2013, les travaux de l'institut débouchent sur la publication aux Presses de Sciences Po d'une série d'ouvrages pionniers sous la direction d'Agnès Sinaï: *Penser la décroissance*, *Économie de l'après-croissance* et *Gouverner la décroissance* (codirigé avec Mathilde Szuba).

**Le buen vivir (« bien vivre »),** concept issu des pensées autochtones sud-américaines, qui exprime l'idée d'une harmonie entre la communauté humaine et la nature, est inscrit dans la constitution de l'Équateur puis de la Bolivie un an plus tard.

**Un colloque « Défaire le développement, refaire le monde »** est organisé à l'Unesco par un groupe d'intellectuels critiques du développement, dont Serge Latouche.

2007

2008

2011

2007: En Italie, l'économiste Mauro Bonaiuti et l'essayiste Maurizio Pallante créent le mouvement pour la *Decrescita felice* (« Décroissance heureuse »).

**Une floraison de revues**

Contre le caractère inoffensif du « développement durable », qui s'est imposé à la fin du XX<sup>e</sup> siècle comme mot d'ordre dans les institutions, plusieurs journaux décroissants voient le jour en France dans les années 2000, tandis que certains titres écologistes plus anciens s'emparent de la question. En 2002, le mensuel *Silence*, né vingt ans plus tôt, édite un dossier pionnier sur ce thème. En 2004, le mensuel satirique et illustré *La Décroissance*, sous-titré *Le journal de la joie de vivre*, est lancé à Lyon par Vincent Cheynet, le fondateur de l'association Casseurs de pub, avec Bruno Clémentin et Sophie Divry. Faisant une bonne place au dessin de presse, il s'attaque frontalement à l'idéologie consumériste, au tout-bagnole, et à la longue liste de ceux qu'il désigne comme des « écotartuffes »<sup>3</sup>.

Depuis 2005, *L'Âge de faire*, journal en coopérative autogérée, diffusé notamment dans les Biocoop, met de son côté en lumière des alternatives concrètes pour se nourrir, travailler, habiter autrement. Enfin, dans un style beaucoup plus sobre, la revue théorique poétique et politique *Entropia*, éditée à Paris de 2006 à 2015, fait dialoguer pendant près d'une décennie des penseurs et penseuses de la décroissance – Yves Cochet, Paul Ariès, Agnès Sinaï, Alain Gras, Fabrice Flipo... – autour des questions du travail, de la technique, de l'utopie ou encore de la place de l'État.

3. Toujours présente en kiosque aujourd'hui, *La Décroissance* a pris avec le temps des positions très conservatrices sur certains sujets, notamment sur la PMA, et a pendant la pandémie fait des choix de unes flirtant avec le complotisme antivax (lire note p.103).



## Des luttes décroissantes ?

« Ni ici ni ailleurs ». Dans les années 2010, les mobilisations locales contre des projets d'aménagement jugés contraires à l'intérêt général se multiplient en France (extension d'aéroports, centres commerciaux démesurés, nouveaux sites extractifs...). Si elles ne se revendiquent pas explicitement de la décroissance, beaucoup de ces luttes contre des « grands projets inutiles » s'opposent frontalement aux infrastructures de la croissance et à la marchandisation du monde. De manifis en occupations, elles parviennent parfois à mettre un coup d'arrêt à la logique d'expansion sans fin du capitalisme.



### No Tav

L'auteur italien Erri De Luca, solidaire du mouvement de contestation de la ligne à grande vitesse Turin-Lyon, est accusé d'incitation au sabotage. Le parquet demande huit mois de prison ferme. L'écrivain est finalement relaxé en 2015.

Février 2012, première manifestation contre le projet de « ferme des Mille Vaches » (Somme). Après des années de contestation, l'activité laitière industrielle sera finalement abandonnée sur le site en 2021.

2009

2011

2012

2013



### Notre-Dame-des-Landes : « Contre l'aéroport et son monde »

Dans les années 1970, l'État annonce la construction d'un nouvel aéroport au nord de Nantes, sur 1 600 hectares de terres agricoles. Mais avec les deux chocs pétroliers, le projet est plusieurs fois repoussé et devient une « zone d'aménagement différé » avant d'être relancé en 2000 par le maire de Nantes Jean-Marc Ayrault. Alertées, des associations d'habitants multiplient les manifestations et les actions de blocage. En 2009, cette mobilisation se transforme en occupation dans le but d'empêcher les travaux, mais aussi de créer une zone autonome fondée sur une

logique anticapitaliste et anti-autoritaire. Agriculture vivrière, mise en commun des infrastructures, partage des biens : les occupants de la ZAD (devenue « zone à défendre ») expérimentent une nouvelle façon d'habiter le territoire et de faire société. Après 50 ans de lutte et de multiples rebondissements, le projet d'aéroport est finalement abandonné en 2018. Pour les défenseurs de l'environnement, Notre-Dame-des-Landes est devenu le symbole des « grands projets inutiles » mais aussi la possibilité d'un monde nouveau, à l'écart d'une société régie par la croissance. Dans son sillage, d'autres ZAD ont vu le jour en France, comme à Bure ou à Saclay.



**OR DE QUESTION !**

**CONTRE LA  
MEGA-INDUSTRIE MINIÈRE  
EN FORÊT GUYANAISE**

## Montagne d'or en Guyane : victoire temporaire contre un projet de méga-mine

En Guyane, un projet d'extraction aurifère, financé par des investisseurs russes et canadiens, voit le jour en 2015. Il prévoit l'exploitation de 85 tonnes d'or à ciel ouvert, en pleine forêt amazonienne. Soutenu par l'État français et le patronat local, le projet de mine qu'on appelle « Montagne d'or » suscite la défiance des associations environnementales et des organisations amérindiennes de Guyane. Si les promoteurs du projet mettent en avant la création de 750 emplois directs et 3 000 emplois indirects dans un territoire ravagé par le chômage, ses opposants craignent un désastre écologique. En plus de la déforestation d'une surface équivalente à 820 stades de football pour construire la mine, l'extraction doit se faire avec du cyanure, une substance

hautement toxique qui risquerait de contaminer plus d'un millier d'hectares de forêt et ses 1 700 espèces sauvages protégées. Ce conflit montre une opposition claire entre deux modèles de développement pour la Guyane : un camp est favorable à l'exploitation aurifère quelles qu'en soient les externalités négatives pour les habitants et les populations autochtones ; un autre défend un développement par l'exploitation de l'« or vert » (l'écotourisme, l'agroforesterie...), ce qui nécessite la préservation de la nature<sup>4</sup>. La lutte finit par donner raison aux opposants : le projet est mis à l'arrêt en 2019.

4. Fabrice Clerfeuille, « Le conflit autour du projet minier "Montagne d'or" en Guyane au prisme de la géopolitique locale », *Géococonfluences*, 29 mars 2022.

2015

**Abandon du projet de barrage de Sivens (Tarn).** Lors d'une manifestation en octobre 2014, l'un des opposants, Rémi Fraisse, 21 ans, a été blessé mortellement par les forces de l'ordre.

## EuropaCity, un cas d'école

Piste de ski *indoor*, hôtels de luxes, immense zone commerciale : c'était la promesse d'Europa City, un méga-complexe de loisirs et de commerces, censé attirer 30 millions de visiteurs par an dans le Triangle de Gonesse, à 15 km de Paris. Ce projet à 3 milliards d'euros a finalement été abandonné en 2019, en partie grâce aux huit années de lutte du Collectif pour le Triangle de Gonesse. Depuis l'annonce de la construction d'Europa City, ce groupe d'une quinzaine d'associations n'a eu de cesse de dénoncer l'artificialisation de 80 hectares de terres parmi les plus fertiles d'Europe. Leur revendication : l'abandon du projet, mais

surtout la transformation des cultures céréalières du Triangle de Gonesse en un modèle de maraîchage et de polyculture, permettant de fournir les habitants d'Île-de-France en produits frais. Comme Notre-Dame-des-Landes, EuropaCity reste un symbole des « grands projets inutiles ». Même le gouvernement macroniste, soutien de longue date du méga-complexe, a fini par le qualifier de « projet daté », « fondé sur une consommation de masse d'objets et de loisirs<sup>5</sup> ». ☹

5. Grégoire Allix, « EuropaCity : le projet de mégacomplexe définitivement abandonné », *Le Monde*, 7 novembre 2019.



© Yann Guillotin